



# Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

11 rue de La Baume 75008 PARIS - Tél. 01.53.83.47.47 - Fax 01.53.83.48.48

Paris, le 21 septembre 2010

*Le Président*

**A Mesdames et Messieurs les Administrateurs  
A Mesdames et Messieurs les Présidents de  
FDSEA/UDSEA/FRSEA/Associations Spécialisées**

Madame la Présidente,  
Monsieur le Président,

Violence et concertation ne font pas bon ménage.

Longtemps, j'ai pensé que les attaques personnelles faisaient partie de la fonction de Président de la FNSEA. Notre ambition pour le monde agricole ne pouvant être partagée par tous, elles n'appelaient donc pas à réaction de ma part.

Aujourd'hui, il en va différemment. Après le saccage du stand de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs sur le SPACE (Salon des productions animales) par la Confédération Paysanne, la Coordination Rurale et l'Apli, j'ai décidé de réagir devant la gravité de la situation et la nécessité d'un propos de vérité.

Tout d'abord, je voudrais dire tout mon désespoir et mon abattement devant le déchaînement de violences verbales et physiques à l'égard des biens mais surtout des personnes qui se trouvaient sur le stand de la FNSEA. Cette volonté de détruire est contraire à toutes mes convictions, à tous mes principes d'actions syndicales. La violence est synonyme de renoncement. Je veux le dire à tous les paysans, la destruction n'engendre pas de victoire syndicale ! D'ailleurs, la FNSEA a continué depuis ces dernières années à revendiquer et manifester avec des consignes régulières de respect des biens et des personnes.

Et ce d'autant plus, quand la violence s'exerce à l'encontre d'une autre organisation syndicale. Avons-nous déjà vu le stand de la CGT ou de la CFDT mis à sac par les responsables de SUD ?

La FNSEA est née de la volonté de bâtir une organisation agricole susceptible de parler aux pouvoirs publics d'une seule voix, au nom de tous les paysans. Cela peut aujourd'hui paraître une utopie, mais c'est pourtant son fondement et je garde un profond attachement à cette volonté originelle, seule construction capable de prendre en compte les attentes du monde agricole.

Dans cet esprit, la priorité a toujours été de privilégier au sein de notre syndicat un dialogue entre les paysans de toutes les régions et de toutes les productions. L'organisation que je me suis attaché à défendre, par filières et par territoires, est la preuve de ce dialogue interne fort.

Je fais mien ce principe, car je pense qu'il représente une force qui a permis de faire progresser les conditions de vie des agriculteurs au cours des 60 dernières années. J'y suis fidèle, parce que je suis convaincu que la multiplication de voix engendre la cacophonie et que la cacophonie engendre l'immobilisme.

Certains, par le passé ont fait le choix de quitter la FNSEA car ils étaient minoritaires (c'est un risque quand on est dans un lieu de démocratie et de dialogue) et de créer leurs propres organisations. Je ne le conteste pas, je respecte le pluralisme syndical et celui-ci est appliqué dans toutes les instances publiques.

Aujourd'hui, ceux qui choisissent de faire entendre leur voix à l'extérieur tentent de faire croire à leurs adhérents que leurs maux trouvent leur origine dans l'existence même de la FNSEA. C'est pathétique.

Depuis de nombreuses années, nous avons pris l'habitude de subir des attaques, par voie de presse, par la calomnie... Les syndicats minoritaires nous ont poursuivis en justice, ont contesté les outils créés par les paysans, ont attaqué au Conseil d'Etat les créations d'interprofessions et leurs demandes d'extension de décision : ils ont toujours perdu, y compris devant la HALDE.

Cela, je ne voulais pas le dire, le divulguer car je n'ai jamais eu comme objectif de vouloir rabaisser, mépriser quelque paysan que ce soit en fonction de ses choix personnels, politiques, syndicaux, en fonction des voies et moyens utilisés.

Mais c'est un fait et devant tous ces échecs, au lieu d'en tirer enseignements, il ne reste plus que la violence pour tenter de forcer les choses.

Et qui plus est, tout cela n'est que dissimulation de la vérité, manipulation des faits.

En effet, nous n'avons jamais fermé la porte au dialogue. Y compris dans le dossier très sensible de la représentation des producteurs au sein de l'interprofession laitière. Nous sommes prêts, comme a pu le dire Henri Brichart, le Président de la FNPL, à échanger avec les autres syndicats représentatifs en parallèle des discussions interprofessionnelles.

Les interprofessions, encadrées dans leurs modalités de création et de fonctionnement par la loi, sont des instances de droit privé dans lesquelles les représentants des principaux maillons des filières (de la production à la commercialisation) tentent de trouver des accords pour valoriser, promouvoir, développer les productions agricoles et agro-alimentaires qui les concerne.

Pour sa part, la FNSEA n'est membre d'aucune interprofession : pourquoi la Confédération Paysanne ou la Coordination Rurale le seraient-elles ? Il s'agit de constructions sectorielles pour lesquelles après accords entre les parties, le gouvernement (ministères de l'Agriculture et des Finances) étudient la représentativité de toutes les parties (producteurs, transformateurs, commerce) avant de procéder à la reconnaissance d'une interprofession. C'est pourquoi, en droit, cette décision peut être contestée ; cela a été fait et les décisions confirmées !

Rien n'empêche dans notre pays que ce soit, représentants de producteurs, transformateurs et autres acteurs de faire une association, d'en demander la reconnaissance comme interprofession. C'est une richesse de notre démocratie politique, économique et sociale.

Alors, que les minoritaires se prennent en main, agissent et proposent au lieu de seulement, par la loi, vouloir que leur place de contestataires permanents leur soit assurée sans autre contrepartie de travail, de prise de responsabilité.

D'ailleurs, la Confédération Paysanne a fait montre de son fonctionnement quand elle participe légalement aux travaux d'organismes décisionnaires : il s'agit du HCB (Haut Conseil des Biotechnologies). Cette instance, après expertises, travaux et votes a donné l'autorisation de poursuivre les essais sur la vigne OGM pour combattre le court-noué. Pas satisfaite que « la » décision ne soit pas « sa » décision, la Confédération Paysanne a saccagé ensuite ces essais. Que dire de plus ? Sinon que la responsabilité n'est pas une variable d'ajustement !

Non vraiment, violence et concertation ne riment pas et ne font pas bon ménage.

L'avenir des agriculteurs mérite mieux que des combats de rue et des destructions au nom de la promotion de telles ou telles organisations.

C'est dans un esprit constructif que la FNSEA a toujours défendu et continuera à défendre les agriculteurs. Jamais en leur masquant la vérité ou en leur faisant entrevoir des miroirs aux alouettes. C'est une responsabilité. Ce n'est pas la voie de la facilité, mais c'est avec fierté et honnêteté que nous l'empruntons chaque jour pour nous battre dans l'intérêt de tous les paysans.

Vous assurant de ma détermination et de mon dévouement, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Jean-Michel LEMETAYER**